

Le backlash face au féminisme

Depuis ses origines, le féminisme progresse par vagues successives : droit de vote, droit à la contraception et à l'avortement, accès à l'éducation et à l'Université, dénonciation des violences sexuelles, égalité salariale et professionnelle. Pourtant, chaque avancée semble déclencher une réaction de résistance. Ce phénomène, appelé backlash, désigne un retour de bâton social, politique et culturel visant à freiner, délégitimer, ou inverser les progrès féministes.

Le backlash n'est pas une réaction isolée ou accidentelle, mais un mécanisme systémique de défense des rapports de pouvoir existants. Il s'exprime à travers des discours médiatiques, des décisions politiques, des dynamiques économiques, des mouvements sociaux et participe à maintenir les inégalités de genre.

Nous analyserons ici d'abord le backlash dans son historique, puis dans ses formes contemporaines, avant d'examiner les enjeux spécifiques qu'il pose pour les organisations engagées dans la défense des droits des femmes sur le terrain.

Le backlash : un phénomène historique récurrent

Le backlash accompagne presque chaque avancée féministe majeure. Après l'obtention du droit de vote des femmes au début du XXe siècle, des discours alarmistes annonçaient la « destruction de la famille ». Dans les années 1970, l'accès à la contraception et à l'avortement a suscité des mobilisations conservatrices structurées. Plus récemment, les mouvements #MeToo ont été suivis de campagnes dénonçant une supposée « chasse aux hommes ».

C'est Susan Faludi qui en 1991 lie le terme backlash au féminisme en publiant son livre *Backlash : The Undeclared War Against American Women*. Elle y introduit l'idée que chaque avancée significative des droits des femmes aux Etats-Unis est suivie d'une réaction qu'elle qualifie de « guerre non déclarée ». Plutôt que de s'opposer directement aux droits des femmes, le backlash prend la forme d'un ensemble de discours médiatiques, politiques et culturels visant à suggérer que les femmes auraient atteint un niveau d'émancipation excessif, ou qu'elles seraient malheureuses à cause du féminisme.

Faludi illustre notamment comment, durant les années 1980, les médias ont popularisé l'idée que les femmes investies dans leur carrière étaient plus sujettes à la dépression, moins enclines à se marier ou à avoir des enfants, s'appuyant souvent sur des données biaisées ou mal interprétées. Son travail met en évidence un mécanisme insidieux qui, sans attaquer directement l'égalité, cherche à convaincre les femmes que leur liberté serait responsable de leurs difficultés. L'un des apports essentiels de Faludi réside dans sa démonstration que ce

¹ Etudiante du bachelier en Coopération internationale à l'HEPN Namur et stagiaire chez Corps écrits

phénomène, loin d'être spontané, est en réalité structuré et soutenu par des intérêts politiques et économiques visant à maintenir l'ordre social en place.

Le schéma du backlash est souvent récurrent : tout d'abord, une revendication féministe gagne en visibilité, et elle obtient une avancée juridique ou culturelle, et par la suite une réaction se met en place pour en limiter la portée ou en contester la légitimité.

Le backlash fonctionne souvent par inversion rhétorique. Les féministes sont accusées d'exagérer, de menacer les hommes, de fragmenter la société. Il s'agit d'un déplacement du débat, au lieu de discuter des inégalités, on discute de la légitimité même de celles qui les dénoncent.

Pour citer un exemple, les idées masculinistes se fondent sur la conviction que les hommes souffrent aujourd'hui des changements sociaux associés à l'égalité de genre. Ces idées sont fréquemment basées sur un sentiment de dévalorisation, l'idée que les progrès du féminisme auraient provoqué une diminution du statut, de la reconnaissance ou de l'autorité patriarcale. Ce discours ne rejette pas systématiquement les droits des femmes, mais il dépeint l'égalité comme un danger plutôt que comme une valeur démocratique.

La question se pose alors : pourquoi les progrès en matière d'égalité provoquent-ils une telle résistance ?

Ces avancées suscitent une opposition, car elles ne se limitent pas à l'ajout de droits, elles bouleversent des balances historiques. L'égalité remet en question des hiérarchies longtemps considérées comme naturelles et met en lumière des privilèges qui, jusqu'à présent, étaient perçus comme normaux. En partageant le pouvoir, la reconnaissance et les ressources, elle engendre un sentiment de perte chez ceux qui profitaient de l'état actuel des choses. Le backlash semble être une tentative de protéger ces positions bien ancrées, en minimisant les disparités, en dévaluant les demandes féministes ou en réaffirmant des schémas conventionnels. De ce fait, la résistance ne se limite pas à un simple désaccord idéologique, elle représente une réponse tangible aux transformations des dynamiques de pouvoir.

Les formes contemporaines du backlash

Aujourd'hui, le backlash prend des formes complexes et parfois plus diffuses. Dans son nouveau livre *La résistance écarlate*², Violaine Filippis-Abate³ identifie le backlash sous trois formes.

1. Le conservatisme politique et/ou religieux

On observe dans plusieurs pays européens et ailleurs une montée de mouvements conservateurs contestant les politiques d'égalité de genre. Cela peut se traduire par des

² Publié en 2025 chez Payot

³ Interview dans le podcast « Qui a peur du féminisme ? » (Elodie Pinel), le 2 février 2026

restrictions du droit à l'avortement, la remise en question de l'EVRAS⁴, ou encore la réduction des budgets alloués aux politiques d'égalité.

Ce backlash politique et/ou religieux s'inscrit souvent dans des discours plus larges sur l'identité « nationale » ou la défense des « valeurs traditionnelles », tentant de garder les femmes à une place limitée et bien précise, en tout cas essentialisante.

2. La sphère médiatique et numérique

Les réseaux sociaux ont amplifié les dynamiques de polarisation depuis ces 20 dernières années, notamment avec les influenceurs masculinistes. Les militantes féministes sont particulièrement exposées au harcèlement en ligne. Le backlash numérique fonctionne par la désinformation, la caricature, la banalisation des violences verbales, etc. Il existe également des communautés organisées qui diffusent des discours antiféministes, parfois sous couvert d'humour ou de « liberté d'expression ».

Dans ce cas, l'autrice Violaine Filippis-Abate évoque l'espace numérique comme un espace permettant le cyberharcèlement sexiste et qui dès lors perpétue le backlash. Les techno-libertariens⁵ se servent ainsi du capitalisme pour faire du profit sur la montée réactionnaire.

3. Le backlash culturel

On observe une rhétorique selon laquelle « le féminisme serait allé trop loin ». Cette idée repose sur une perception erronée d'une égalité déjà atteinte. Or, les données montrent que les inégalités salariales, les violences basées sur le genre et la sous-représentation politique persistent.

Au sein de l'Union européenne, les femmes continuent à percevoir en moyenne une rémunération horaire inférieure d'environ 12% par rapport aux hommes et cette disparité salariale se creuse davantage lorsqu'on considère le travail à temps partiel et les pauses dans leur carrière. Concernant les violences, un tiers des femmes en Europe⁶ a subi des violences physiques, sexuelles et/ou psychologiques au cours de son existence. En matière de politique, les femmes représentent environ 33% des places dans les assemblées législatives nationales de l'UE, un chiffre qui est encore loin d'atteindre une parité réelle. Ces statistiques soulignent que les inégalités ne sont pas une simple perception, mais une réalité quantifiable, ce qui atténue considérablement la notion d'un féminisme « excessif » ou devenu obsolète.

⁴ Lire les analyses de Corps écrits : Les enjeux de l'EVRAS : quelques balises, 2023 - <https://www.corps-ecrits.be/les-enjeux-de-levras-quelques-balises/> et L'EVRAS : où se cache la manipulation ?, 2023 - <https://www.corps-ecrits.be/levras-ou-se-cache-la-manipulation/>

⁵ Le techno-libertarianisme ou le cyber-libertarianisme est une idéologie qui vise à rejeter toute réglementation gouvernementale, censure ou restriction des libertés individuelles, ou tout autre obstacle, dans le cyberspace.

⁶ <https://fra.europa.eu/fr/news/2024/une-femme-sur-trois-dans-lue-subit-des-violences>

Violaine Filippis-Abate souligne le populisme identitaire, notamment des personnes qui affirment que la vie était meilleure avant l'immigration et avant les vagues d'émancipation des femmes. Ce courant prône alors le retour des « valeurs d'antan » comme étant la solution face à ces vagues de féminismes.

Enjeux spécifiques pour les organisations de terrain

Pour les associations féministes, de première ou deuxième ligne, comme Corps écrits qui travaille sur les enjeux de genre, de corps et d'égalité, ces dynamiques ont des effets très concrets.

D'abord, la fragilisation du financement. En Europe, on observe depuis plusieurs années une montée des gouvernements conservateurs ou libéraux qui remettent en question les politiques d'égalité de genre. Selon le rapport 2023 de l'*European Parliamentary Research Service*, plusieurs états membres ont réduit ou redirigé les fonds destinés aux ONG travaillant pour les droits des femmes. À l'échelle mondiale, le *Global Philanthropy Project* estimait en 2022 dans son rapport sur les ressources mondiales⁷ que moins de 1% de l'aide internationale au développement était spécifiquement dédiée aux organisations féministes de terrain, notamment en soutien aux communautés LGBTI. Cela signifie que les structures locales doivent fonctionner avec des moyens limités, souvent précaires, alors même que la demande sociale augmente. Le paradoxe est cruel : plus les tensions autour du genre s'intensifient, plus les ressources peuvent se contracter.

Ensuite, la délégitimation du travail associatif. Les organisations féministes sont fréquemment accusées d'être « idéologiques », « radicales » ou « partisans ». Cette stratégie rhétorique est classique : transformer une revendication de droits humains en opinion politique discutable. En Belgique comme ailleurs, les débats autour de l'EVRAS ont illustré cette polarisation récente. Ce climat crée une pression constante sur les associations, qui doivent sans cesse prouver leur neutralité, leur scientificité, leur utilité sociale — là où d'autres acteurs institutionnels ne sont pas soumis à la même suspicion.

Il y a aussi la charge émotionnelle et militante. Le backlash ne se limite pas aux politiques publiques, il s'exprime dans les commentaires en ligne, les attaques personnelles, parfois les menaces. Les études sur la fatigue militante montrent que l'exposition répétée à des discours hostiles augmente le risque d'épuisement psychologique. Défendre l'égalité devient un travail double, il faut agir sur le terrain et se défendre symboliquement. Cela peut entraîner une usure, une autocensure, voire un retrait temporaire de l'engagement.

Pourtant, chaque mouvement de recul a souvent précédé une nouvelle phase d'organisation. Le mouvement des suffragettes a connu des vagues d'opposition violente avant d'aboutir au droit de vote. Les mobilisations pour le droit à l'avortement ont été suivies de tentatives de

⁷ https://globalphilanthropyproject.org/wp-content/uploads/2025/04/GRR_2021-2022_WEB-Spread-Colour_FR.pdf

restriction, puis de nouvelles coalitions. Le backlash fonctionne un peu comme une résistance mécanique, il révèle que quelque chose bouge réellement. Une revendication qui ne dérange personne ne transforme rien.

Le backlash est donc à la fois un frein et un indicateur de changement structurel. Il complique l'action quotidienne des associations, tout en confirmant que les normes sociales sont en train d'être reconfigurées. Les organisations de terrain deviennent alors des espaces de résilience collective, de production de savoirs et de solidarité. Elles ne font pas qu'absorber la réaction, elles transforment la pression en énergie politique.

Le phénomène mérite donc d'être analysé non seulement comme une menace, mais aussi comme une dynamique historique récurrente. Comprendre ses mécanismes — économiques, médiatiques, émotionnels — permet aux associations de mieux s'y préparer. Et dans un monde où les débats sur le genre occupent une place centrale dans les conflits culturels contemporains, cette lucidité devient un outil stratégique autant qu'un outil théorique.

Que faire contre ce phénomène ?

Face au backlash, il est nécessaire d'envisager plusieurs pistes afin de continuer à faire avancer la lutte et la grille de lecture féministe.

Il est nécessaire de renforcer l'éducation critique aux médias afin que les nouvelles générations puissent avoir le recul nécessaire face aux informations présentes sur les réseaux sociaux. Il est essentiel d'adopter une approche pédagogique, car le backlash prospère sur la peur et la désinformation. Une communication claire, accessible et basée sur des faits peut limiter son impact.

Il reste essentiel de produire et diffuser les données factuelles sur les inégalités et les discriminations, afin de pouvoir suivre leur avancement et de mettre en place les campagnes de sensibilisation sur les sujets les plus critiques.

Au niveau structurel, il est important de revendiquer la poursuite des financements des associations de terrain et autres organismes féministes. Il serait aussi pertinent de renforcer la solidarité de ces organismes entre pays afin que ces collectifs défendant les droits des femmes pèsent de leur poids dans les négociations autour de projets de lois, tant dans leur propre pays qu'à l'international.

Selon le rapport national (2024) concernant la Belgique pour le « Trentième anniversaire de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (1995)⁸ », notre pays ferait de « la lutte contre les violences de genre une de ses priorités à tous les niveaux de gouvernements ». On se souvient du Plan

⁸ https://unece.org/sites/default/files/2024-09/Belgium-Report_fr.pdf

d'action national de lutte contre les violences basées sur le genre (2021-2025), élaboré dans la lignée de la Convention d'Istanbul.

Du #NotAllMen au #YesAllWomen

Il est donc bien question d'un continuum de la domination masculine qui ne faiblit pas et qui se renouvelle avec la montée des masculinismes⁹. Les réseaux sociaux nous ont cependant montré, notamment avec le mouvement #MeToo, que la diffusion de la parole des femmes et la solidarité entre elles peuvent avoir autant d'ampleur que le backlash qui a suivi avec le slogan #NotAllMen¹⁰, lequel a lui-même provoqué une vague de protestations avec #YesAllWomen.

Bien que le backlash instaure un climat défaitiste, il est important de garder un état d'esprit motivé et mobilisateur. Comme l'explique Lauren Bastide dans son ouvrage *Futur-es*¹¹: « le backlash, c'est nous! », en rappel d'un texte devenu viral sur les réseaux sociaux. Il faut comprendre par-là que le retour de bâton, le caillou dans la chaussure des forces conservatrices, ce sont précisément les mobilisations féministes, antiracistes, en réponse à une avancée du fascisme.

Ainsi le backlash et les réactions qu'il engendre est la preuve que le féminisme transforme profondément les structures sociales et qu'il est nécessaire de travailler à un changement structurel sur le long terme.

⁹ Annick Honorez, *#NotAllMen est-il le signe de backlash des avancées féministes ou juste un continuum de la domination masculine ?*, Université des femmes, analyse, 2025

¹⁰ Pour aller plus loin : Giulia Foïs, *Pas tous les hommes quand même !*, La Meute, 2025

¹¹ Lauren Bastide, *Futur-es, Comment le féminisme peut sauver le monde*, Points (Allary Editions), 2022